

Grèce : « Les fraises ensanglantées » de Manolada, ou quand des saisonniers migrants se font tirer dessus

lundi 22 avril 2013, par [A l'Encontre](#), [OkeaNews](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2013).

La région de Nea Manolada dans le Péloponnèse a déjà connu des épisodes d'abus sur les migrants par le passé. Le 17 avril 2013, 200 travailleurs exigeaient l'équivalent de six mois de salaires impayés à leur employeur, dans la région d'Ilia. Après des échanges verbaux entre les migrants et les trois superviseurs de la ferme, l'un des superviseurs - au moins - a tiré sur les employés avec un fusil de chasse. Près de 30 travailleurs ont été blessés dans l'incident, plusieurs d'entre eux étaient dans un état critique mercredi soir.

Le propriétaire de la ferme, qui n'aurait pas été présent lors de la fusillade, a été arrêté, mais les trois superviseurs étaient encore recherchés le 18 avril. La police semble connaître l'identité des hommes qu'elle recherche.

Manolada a été au centre d'actions violentes contre les travailleurs migrants un certain nombre de fois au cours des dernières années. L'an dernier, deux Grecs ont été arrêtés pour avoir battu un Egyptien de 30 ans, bloquant sa tête dans la fenêtre d'une porte de voiture et le traînant pendant environ un kilomètre.

En 2008, les migrants travaillant dans les plantations de Nea Manolada, connue pour ses fraises, ont entamé une grève de quatre jours pour protester contre des salaires de misère et des conditions de vie sordides.

Alors que le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe indiquait que l'Etat grec doit agir avec force contre le racisme dans le pays, il semble que l'esclavage est encore en place dans le pays.

Ce que souligne Panagiotis Grigoriou sur son blog : « *Il faut souligner que l'esclavagisme et donc le racisme ordinaire ne sont pas à leurs débuts à Manolada. Des faits avérés allant dans ce très mauvais sens datent déjà de plusieurs années. Depuis jeudi 18 avril, l'affaire de Manolada occupe tous les médias. D'après le reportage du quotidien Eleftherotypia : « Des scènes de tentative d'assassinat en masse se sont déroulées mercredi 17 avril, dans un champ pour esclaves à Manolada, dans la région d'Ilia, lorsque trois surveillants-argousins, pour le compte d'un propriétaire-producteur de fraises de la région, ont ouvert le feu sur des dizaines de travailleurs originaires du Bangladesh, ces derniers, exigeaient le versement de leurs salaires qui n'ont pas été versés depuis de six mois. Au moins 34 travailleurs ont été hospitalisés, tandis que deux hommes ont été arrêtés ce matin dans le village d'Ilia Pineias, pour avoir abrité et ainsi fourni une cachette à deux des gardiens recherchés et auteurs présumés des faits. Sept travailleurs étrangers restent hospitalisés dans les hôpitaux de Pyrgos et de Patras, portant des blessures causées par de coups de feu, dont un en état critique mais stable. Trois immigrés légèrement blessés restent sous observation à l'hôpital universitaire de Patras pour des raisons purement préventives. Ces ouvriers agricoles n'avaient pas été payés pendant six mois, c'est ainsi qu'ils ont exigé leurs soldes auprès de leur employeur mercredi après-midi, sur le lieu de leur travail, près de la rocade entre Pyrgos et Patras.*

Mais au lieu d'argent, ils ont essuyé les tirs des fusils de chasse des surveillants. Les journalistes de la presse locale ont rapporté que les sommes réclamées par les travailleurs immigrés iraient de 150'000 à 200'000 euros pour 200 personnes, ou plus exactement, elles correspondent à 750 à 1000 euros par travailleur [pour six mois]. Selon un communiqué de la police, le propriétaire de l'exploitation a été arrêté, mais les trois auteurs présumés des coups de feu, lesquels d'après certains témoignages auraient pris la fuite à bord d'un véhicule en direction de Patras, sont toujours recherchés. »

Dans un article sur son site infowar, Aris Chatzistefanou revient sur les événements de Nea Manolada. Il raconte son expérience personnelle dans la région, puisqu'il s'y était déplacé avec Petros Papaconstantinou, membre du Mouvement « Unis contre le racisme ». Ils s'étaient rendus chez l'ouvrier égyptien que ses patrons avaient traîné en voiture sur un kilomètre en lui frappant les mains avec un marteau. Ils lui devaient plusieurs milliers d'euros et, lorsqu'il demanda son dû, « ils lui firent comprendre ce que signifie le moyen-âge social en Grèce ».

En passant près des installations où, leur dit-il, il travaillait, les « musclés » de la société se lancèrent à leur poursuite. Aris et Petros leur échappèrent de peu, en arrivant à sauter dans la voiture et, tant bien que mal, atteindre l'autoroute en direction de Patras. Finalement, l'histoire est sortie grâce, aussi, à l'intervention de « Against Racism » du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, qui présenta une brève vidéo avec l'entretien de Mahmud El Sandani.

Sur son site infowar, Aris Chatzistefanou explique : « *Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise, mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis [Kostantinos Simitis, membre du PASOK, Premier ministre de 1996-2004] et Kostantinos Karamanlis [Premier ministre de 2004 à 2009]. Tout le monde était au fait : depuis le premier ministre à l'officier de l'équipe de nuit du commissariat local de police. Des sociétés entières se réveillaient le matin pour envoyer aux champs les esclaves venus du Bangladesh et du Pakistan et, au soir, pour aller jouer avec les vestales prisonnières venues d'Europe Orientale.*

Les premiers n'avaient pas de papiers et ne pouvaient se permettre de dénoncer à la police qu'ils se faisaient voler par leurs patrons. Les secondes n'avaient pas leurs passeports pour pouvoir s'évader de cet enfer dénommé Grèce.

A l'époque, leurs employeurs votaient PASOK, Nouvelle Démocratie et LAOS [Alerte populaire orthodoxe, nationaliste d'extrême-droite]. A présent, ils ont remplacé le troisième pilier par la Gauche démocratique (Dimokratiki Aristera - Dimar) ou se sont tournés vers l'Aube Dorée pour chercher la protection par rapport à leurs victimes.

Le président de la Communauté pakistanaise avait dénoncé à la caméra d'info-war.gr que les fascistes opèrent comme hommes de main des patrons pour leur éviter de payer les travailleurs étrangers, mais aucune instance de l'État grec n'a jamais voulu enquêter sur les dénonciations.

Quand nous avons donné la vidéo au journal anglais The Guardian -parce qu'aucune chaîne grecque n'accepterait, de toute évidence, de la passer sur antenne - des personnalités médiatiques laissaient entendre que le reportage n'était qu'une sorte de vendetta entre le journal et le ministre de l'ordre public. A leur manière, elles ont également camouflé les dénonciations. »

Aris conclut dans son article : « *Et voilà que, à présent, tout le monde est surpris. L'on se bouscule pour enregistrer les déclarations des victimes et exprimer leur fureur et leur indignation. Ne vous inquiétez pas. Ce n'est pas le dernier mot de l'histoire. Nea Manolada n'est rien de moins qu'une zone économique spéciale. Et la prochaine sera : les Grecs.* »

La police a confirmé le 19 avril 2013 que les trois suspects de la fusillade contre les travailleurs immigrés de la ferme de Nea Manolada ont été arrêtés. Agés de 21, 27 et 39 ans, les trois hommes sont suspectés d'avoir ouvert le feu sur les 200 travailleurs qui réclamaient 6 mois de salaires impayés. Selon la police 28 employés de la ferme avaient été blessés, dont plusieurs très sérieusement, bien que leurs jours ne semblent pas en danger. La police n'a pas donné plus de détail sur l'identité des 3 hommes, alors que le ministre de l'Ordre public (et de la Protection des personnes !), Nikos Dendias, en visite dans la région de Nea Manolada, a indiqué qu'aucun des migrants blessés ne serait arrêté ni expulsé, sans doute en réponse à la députée du Syriza Maria Kanellopoulou. Cette dernière avait affirmé jeudi que la police avait arrêté à l'hôpital un certain nombre de migrants qui n'avaient pas des papiers dans le but de les expulser.

Nikos Dendias a dû faire cette déclaration suite à sa visite du poste de police de Varda, chargé de « cette affaire ». Le secrétaire d'Etat du ministère, Haramlambos Athanassiou, envisage la possibilité d'accorder des « permis humanitaires » aux migrants qui ont été blessés (Kathimerini, 20-21 avril 2013). Nikos Dendias a donné au ministre du Travail la charge de faire passer une loi devant le Parlement qui devrait permettre de faire la chasse au « travail au noir », ce qui implique, conjointement, la chasse aux migrants.

La réaction de soutien aux migrants a été rapide et une action de boycott des fraises de la ferme de Manolada a été lancée. Un propriétaire, qui ne voulait pas être cité avec son nom, a confié au quotidien *Kathimerini* son souci : une douzaine de commandes avaient déjà été annulées suite à l'attaque contre les migrants.

Cette chasse aux migrants, les habitants de la région semblaient s'y attendre. Ainsi, dans un café du coin, de manière anonyme, un client se laisse aller et déclare au journaliste : « *Ce serait mentir que d'affirmer que cela est tombé sur ciel. Quelque chose de ce type devait arriver un jour ou l'autre. Heureusement personne n'a été tué.* »

L'esclavage sans exécutions est-ce le pilier d'une relance compétitive du capitalisme grec ?

A l'Encontre et OkeaNews

Voici une vidéo montrant la situation à la ferme juste après la fusillade. Des images qui révèlent une réalité souvent ignorée de l'Europe soumise, dorénavant, aux « chocs de compétitivité », disponible sur l'article original :

<http://alencontre.org/europe/grece/grece-les-fraises-ensanglantees-de-manolada.html>

P.-S.

* Paru sur A l'encontre. alencontre.org/